
Cahier 2

Chapitre 2

Les représentations de la pauvreté dans la
presse écrite

Michel Autès

Sociologue, chargé de recherche au Cnrs,
membre de l'Observatoire

*L*a manière dont la presse rend compte de la pauvreté et de l'exclusion n'est pas sans incidence sur l'opinion publique. Amorcée pour le Rapport 2000 de l'Observatoire, l'analyse de ces représentations est ici, approfondie par l'éclairage de son évolution entre 1998 et 2000.

Michel Autès dégage les principaux enseignements de cette recherche. Il souligne, notamment, la difficulté qu'ont la pauvreté et l'exclusion à accéder au statut d'information. Leur traitement oscille entre commentaire de sources externes et récit personnalisé de parcours de pauvres ou de militants associatifs. Ces genres sont, en effet, les plus fréquemment utilisés. Est soulignée également la dépendance du thème de la pauvreté à la conjoncture économique du moment. Ce que montrait d'ailleurs, l'étude précédente, relative aux représentations dans la sphère politico-administrative. L'analyse des articles et des mots pour dire la pauvreté est, en définitive, révélatrice, là aussi, des embarras de la société. Un embarras lié au regard de l'image négative que lui renvoie le malheur des pauvres. La presse s'en fait donc l'écho. Ce faisant, elle révèle les ambiguïtés de ce miroir de la société que constitue la présence inquiétante de la pauvreté.

Analyser les représentations de la pauvreté telles qu'elles apparaissent dans la presse écrite, c'est contribuer à la compréhension de la manière dont la pauvreté devient un fait d'opinion. Comment est-elle construite, avec quels contenus sémantiques, comment ces discours contribuent-ils au traitement de la pauvreté dans la sphère sociale et politique.

Comme en 1999-2000 ¹, l'Observatoire de la pauvreté a souhaité disposer d'une étude sur la manière dont la presse rend compte de la pauvreté et comment elle traite la pauvreté comme phénomène social. Cette année, l'étude confiée à l'équipe du Grass ², s'est limitée à l'analyse de la presse écrite afin de disposer de données plus ciblées et de mieux comprendre le rôle de la presse comme « *instance de fabrication de ces représentations* » ³. L'approche qui a été conduite (encadré méthodologique) insiste sur le rôle de formation de l'objet propre à toute construction langagière. Le discours des media sur la pauvreté contribue à construire l'objet « pauvreté ». « *Contre une conception représentationniste et instrumentale du langage, on postule un rôle constituant du langage* ». La recherche se situe au croisement de l'analyse du discours et de la sociologie du journalisme.

Les apports de la recherche, dont on va résumer les principaux résultats, sont établis à partir de trois types d'objets, envisagés successivement. D'abord sera décrite la manière dont la presse rend compte de la pauvreté et de l'exclusion, à la fois d'un point de vue quantitatif et dans les modes d'accès à l'actualité et de traitement des événements. On s'attachera ensuite à décrire comment la presse construit les figures des acteurs, à la fois les pauvres eux-mêmes et les intervenants professionnels et associatifs. On s'intéressera enfin à la manière dont la presse produit et diffuse les matériaux qui contribuent ensuite à former les représentations de la pauvreté.

On retrouve dans l'approche qui a été conduite, beaucoup de proximités avec les analyses du précédent travail ⁴. Le caractère erratique du traitement de la pauvreté par les media, sa difficulté d'accès au statut d'information, le traitement des faits personnalisés à travers le récit de la trajectoire ou le portrait, la dépendance par rapport aux sources d'informations institutionnelles, le statut de « marronnier » du thème et sa sensibilité à la conjoncture, tantôt le froid, tantôt la reprise économique : les caractéristiques sont à nouveau présentes en 2001.

Le caractère plus ciblé du présent travail permet d'aller plus loin dans l'analyse de ces constats. Elle montre, notamment, la manière dont la construction de l'information par la presse permet d'apercevoir, au-delà des contenus purement cognitifs qui sont véhiculés, des constructions normatives sous-jacentes qui contribuent fortement à orienter, et non seulement à « refléter », la perception de la pauvreté et de l'exclusion comme objets

¹ Les Travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, d'après Hayet Zeggar, « *Les représentations de la pauvreté et de l'exclusion dans la presse écrite et audio visuelle* », p. 203-225, Paris, La Documentation française, 2000.

² Yves Lochard « *Les représentations de la pauvreté dans la presse écrite* », ronéo., Grass, Paris, novembre 2001, 252p.

³ Sauf indication contraire, les passages en italique sont des citations du rapport d'Yves Lochard.

⁴ Op. cité.

de la réalité. Ces constructions indiquent aussi les voies et les moyens qui doivent être mobilisés pour traiter socialement et politiquement le phénomène social de la pauvreté et de l'exclusion⁵.

Encadré méthodologique

La recherche porte sur un échantillon de quotidiens nationaux et régionaux :

- pour la presse nationale : La Croix, Le Figaro, l'Humanité, Le Monde et l'édition Ile-de-France du Parisien ;
- pour la presse régionale : La Voix du Nord, Ouest France et Sud-Ouest. Pour chacun de ces journaux, a été retenue une édition locale « représentative » de chaque identité régionale : l'édition de Roubaix pour La Voix du Nord, la Charente Maritime pour Sud-Ouest et le département de la Sarthe pour Ouest France.

L'investigation a été faite sur les derniers trimestres de l'année 1998 et de l'année 2000. On verra que le choix des périodes est loin d'être neutre quant à la nature des données recueillies.

L'accès aux données s'est fait à partir de sources numérisées ou de sources papiers selon les différents titres, chaque journal disposant de techniques différentes et aussi de modes de classement et d'indexation.

La construction de ses données par la presse elle-même, est déjà un indicateur de la façon dont le media traite l'information « pauvreté », les rubriques elles-mêmes, (par exemple « marginaux » plutôt que « Sdf »), étant déjà l'indication d'une « traduction » et d'une « mise en forme » qui sont autant d'opérations de construction.

Le traitement des données a été à la fois quantitatif, portant sur le nombre et la longueur des articles, mais surtout qualitatif : traitement de l'information, genre de discours, type journalistique, contenus sémantiques...

Les différents modes d'accès de la pauvreté dans la presse écrite

Le problème central est ici de savoir en quoi un thème aussi peu médiatique que la pauvreté devient susceptible d'être considéré comme de l'information. On soulignera deux aspects : l'extrême diversité constatée entre les deux périodes (fin 1998, fin 2000), tant sur le plan quantitatif que sur celui des contenus abordés, et les différents statuts d'accès à l'information. Il s'agit soit de la célébration d'un événement officiel et souvent

⁵ À cet égard, sans faire un parallèle exhaustif et systématique avec le travail qui a été conduit par le Cresge sur les représentations de la pauvreté et de l'exclusion dans la sphère politico-administrative dont il est rendu compte par ailleurs, on notera, à plusieurs reprises, des convergences très fortes entre les deux analyses, tant du point de vue des contenus des représentations (aspects cognitifs), que de leurs dimensions normatives. Notons ici que l'analyse des discours et celle des représentations sociales ne se situent pas au même niveau de l'étude de la mise en forme de la réalité par le langage.

récurrent, soit de la conquête d'une légitimité souvent à l'initiative d'associations, soit, enfin, de la survenue dans l'actualité d'un événement « perturbateur ».

■ La pauvreté, un phénomène saisonnier

Si 895 articles ⁶ sont consacrés à la pauvreté au cours du dernier trimestre de l'année 1998, seulement 530 apparaissent au même trimestre de l'année 2000, soit une chute de 40,8 %. Cette variation est, bien sûr, directement en lien avec l'actualité de la question en 1998 : dixième anniversaire de la création du Revenu minimum d'insertion, proximité du vote de la loi contre les exclusions en juillet 1998, qui connaît ses débuts d'application dans la période concernée. Mais surtout, c'est la vague de froid de fin novembre début décembre, et l'actualité du mouvement des sans papiers, qui expliquent la plus grande partie du nombre supplémentaire d'articles consacrés à la question de la pauvreté en 1998. Le constat est désespérant, mais le thermomètre reste le meilleur allié des pauvres pour leur permettre d'accéder à la dignité de l'information légitime, et souvent, d'ailleurs, à la dignité tout court. De fait, la compassion et la dénonciation du scandale sont, comme on le verra dans ce qui suit, les deux modes privilégiés du traitement de l'information dans ce contexte. En 2000, moins nombreux, les articles consacrés au thème de la pauvreté sont aussi plus éparpillés dans leurs objets et surtout centrés sur le compte rendu d'événements quasi officiels : journée du refus de la misère le 17 octobre, publication des statistiques du Secours catholique et du rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

En même temps, ce ne sont pas les mêmes journaux qui interviennent de manière privilégiée. En 1998, c'est d'abord la presse nationale, avec *Le Monde* et *l'Humanité* en tête, qui publie le plus d'articles ; en 2000, en revanche, c'est d'abord la presse régionale (*Voix du Nord* et *Ouest France*), avec toutefois *Le Monde* qui demeure parmi les titres qui consacrent le plus d'articles à la pauvreté. Il faut noter que seul, le journal *La Croix* publie quasiment le même nombre d'articles en 1998 et en 2000, comme si le thème de la pauvreté faisait ici partie d'une ligne éditoriale établie.

Aux deux époques, ce n'est pas non plus le même style de communication : en 1998, beaucoup d'articles courts, consacrés à des récits de faits sur le mode d'une « communication de crise » ; en 2000, des articles qui relaient la communication d'institutions, et principalement, celle du monde associatif.

En dehors des événements de l'actualité qui jouent directement sur la quantité d'informations délivrées, il faut noter le rôle important des sources extérieures dont dépendent les journalistes pour élaborer leur propre communication : soit les sources *officielles* (Insee, Observatoire), soit les sources associatives. Ce *journalisme assis*, dépendant des informations qu'il reçoit plus que les produisant, oscille entre deux modes de présentation. Dans la presse nationale, c'est surtout le commentaire explicatif ; dans la presse régionale, le témoignage et le portrait, qui viennent éclairer et donner

⁶ Dans les titres qui ont fait l'objet de l'investigation, voir encadré méthodologique.

un contenu à la sécheresse des chiffres. Dans les deux cas cependant, le journaliste s'efface pour laisser parler les chiffres, ou laisser parler les faits.

■ Différents modes d'accès à la médiatisation

Trois modes permettent à la pauvreté d'accéder à sa médiatisation dans la presse : soit-il s'agit de comptes rendus d'événements *habituels* et *apaisés*, soit, il s'agit d'un accès *conquis* du fait d'une communication volontaire qui cherche à s'imposer, soit, il s'agit d'événements *perturbateurs* qui « créent l'événement » afin de forcer l'attention. Au-delà de ces trois modes, existe ce qu'Yves Lochard appelle *les accidents*, dont on a déjà souligné l'importance lors de la vague de froid de 1998, qui entrent par la rubrique des faits divers et entraînent, ensuite, une masse d'interventions et de commentaires où vont se mêler la compassion et l'indignation.

L'information « habituelle »

Il s'agit ici essentiellement d'une communication sur un mode réflexif, à l'occasion de la commémoration d'événements, comme les dix ans du Rmi, qui donne lieu à un retour sous forme de bilan. La publication de rapports officiels est également l'occasion d'une information suscitant le commentaire. Les articles informatifs vont aussi s'accompagner de portraits, ou de récits, d'actions menées pour lutter contre l'exclusion, au nom d'un principe implicite *pas de chiffres sans portraits*⁷.

La polémique n'est pas forcément absente, même si elle prend la forme du débat d'idées. Par exemple, lors du dixième anniversaire du Rmi, la question du montant trop faible des minima sociaux est évoquée, de même que le non-accès à la prestation des jeunes de moins de 25 ans⁸.

L'information « conquise »

La presse relaie ici une information qui cherche à s'ouvrir un espace dans les media. Les associations en sont les principaux promoteurs. Un fait toutefois remarquable : cette conquête se fait à partir d'événements qui sont devenus quasiment incontournables. On peut en citer trois qu'on retrouve de la même façon en 1998 et en 2000 :

La journée du refus de la misère le 17 octobre est l'occasion de prises de position associatives (principalement du mouvement Aide à Toute Détresse) sur la nécessité de lutter contre la misère. Le discours est volontariste et prescriptif (« il faut »), et n'est pas fondé sur un apport de connaissances : la misère est un fait connu. La presse relaie volontiers le propos, mais néanmoins de manière fragile : les informations sur la journée et ses manifestations sont rarement annoncées avant la date, elles n'apparaissent qu'après.

⁷ Cf. la partie suivante où ce genre sera particulièrement développé et analysé.

⁸ On retrouve ici deux thèmes dont la recherche du Cresge sur les représentations de la pauvreté dans la sphère politique et administrative avait également montré l'importance.

Le moment où le Secours catholique publie ses statistiques est l'occasion de nombreux articles dans la presse régionale qui les appuie de témoignages et de récits, et également dans La Croix.

Enfin, l'ouverture annuelle des Restos du Cœur en décembre suscite une abondante production de récits sur la misère sociale et sur le dévouement des bénévoles qui la combattent. La presse régionale dont Le Parisien, qui joue un peu le même rôle de journal local pour l'Île-de-France, se fait le principal relais de cette information. Par opposition à la journée du 17 octobre, qui est l'occasion d'affirmer des principes, c'est ici le pragmatisme qui est valorisé, le « comment ça marche ». Il est souvent illustré par la description détaillée et chiffrée des tonnes de différentes nourritures qui sont manipulées ou la débrouillardise des bénévoles, descriptions qui constituent la matière première des articles consacrés à cet événement désormais solidement installé dans le paysage social.

La logique « perturbatrice »

Ici, l'événement s'impose et entre par effraction dans l'actualité. En 1998, c'est le problème des sans papier qui donne lieu à 235 articles du 1^{er} octobre au 31 décembre, principalement dans la presse nationale, contre seulement 44 en 2000. Les actions spectaculaires du collectif Droit au Logement sont également largement médiatisées. En 1998, la reprise du mouvement de contestation des chômeurs est également l'occasion d'un débat argumenté.

Les « accidents »

La vague de froid de 1998 est l'événement auquel le plus grand nombre d'articles est consacré sur une très courte période : 54 articles sont publiés en onze jours. Au-delà du récit de la mort d'un sans abri, une montée en généralité se produit qui porte le problème de la pauvreté sur le devant de la scène. Les faits sont remis en perspective. Les récits de la souffrance des personnes errantes se multiplient, des victimes elles-mêmes mais aussi de ceux qui vivent des situations identiques. Seul ce type d'événement va créer ce que Yves Lochar appelle une *intertextualité* : le courrier des lecteurs va commenter l'information, et un débat prend forme où vont se nouer deux registres. Celui, pathétique, du drame humain et de la compassion qu'il provoque, et celui de la dénonciation d'un scandale social et politique.

De cet examen du traitement de l'information sur la pauvreté et l'exclusion dans la presse écrite, se dégagent deux conclusions. La première souligne que la presse joue un rôle décisif dans la visibilité du problème et dans son accès au statut d'objet du débat public. La seconde, tempère immédiatement ce rôle, en soulignant qu'en dehors du caractère « routinier » d'une information liée au calendrier d'événements convenus, la pauvreté *malgré ces éléments de stabilité (...) n'est pas véritablement installée* comme une question légitime.

Ce statut ambigu d'une question qui oscille sans cesse entre le fait divers et le débat d'idée et qui trouve difficilement sa place au sein d'une information où elle ne figure

pas au titre d'un objet bien identifié – par exemple, on la retrouve dans toutes les rubriques possibles dont la presse se sert pour classer l'information – va se retrouver également dans la manière très spécifique selon laquelle l'information est traitée. Pour reprendre les éléments de conclusion de Yves Lochard : « *(la pauvreté) semble à chaque fois conquérir sa place de sujet digne d'intérêt (...). Le sujet se hausse rarement à la dignité de l'éditorial (...). Tout se passe comme si elle ne relevait pas de plein droit du politique* ».

Le contenu de l'information : récits et portraits

Un genre principal se dégage dans le traitement de l'information sur la pauvreté et l'exclusion dans la presse écrite. C'est le récit, et plus précisément encore, le portrait. Qu'il soit récit de la vie des pauvres, ou récit de l'engagement de ceux qui luttent contre la pauvreté, qu'il soit à lui seul la matière d'un article, ou qu'il vienne en appui du compte rendu d'une enquête ou d'une action, le portrait est la manière privilégiée, et plus encore dans la presse locale, de rendre compte de la réalité de la pauvreté. Nous envisageons successivement les portraits que la presse consacre aux pauvres eux-mêmes, puis ceux des intervenants, professionnels et militants, qui se consacrent à la lutte contre la pauvreté. Nous verrons ensuite que ces deux galeries séparées de portraits entretiennent entre elles des rapports étranges d'où surgissent des jugements discrètement normatifs.

■ Les pauvres

Portraits de pauvres

Cinquante articles sont uniquement consacrés à dresser les portraits des pauvres. La personnalisation – on a vu qu'elle joue également un rôle de premier plan dans la construction des représentations au sein de la sphère politico-administrative⁹ – est vraiment la manière privilégiée pour entrer dans la compréhension de ce qu'est la réalité de la pauvreté.

Dans la presse écrite, le portrait du pauvre est une forme stable : ce n'est pas une interview. C'est un récit à deux voix où le journaliste met en forme des informations qu'il a pu recueillir à différentes sources, et pas seulement de la parole des pauvres eux-mêmes, et c'est un récit empathique où le pauvre est à la fois rendu très présent, mais anonyme. De manière très significative c'est toujours le prénom qui est utilisé : souci d'anonymat, expression d'une empathie, mais aussi signe d'un certain « amoindrissement social ». Les récits ont toujours le même scénario. Ce sont des récits d'itinéraires. Ils commencent par une rupture initiale : deuil, accident, perte du travail... Ensuite la personne « tombe » dans la pauvreté. Cet imaginaire de la chute, et l'idée d'un enchaînement inéluctable qui l'accompagne, constitue la structure de tous les récits. C'est d'ailleurs la même structure qu'on retrouve dans le discours savant, comme celle qu'on trouve aussi dans les représentations du pauvre communes au monde politique et à l'administration.

⁹ Cf. la contribution consacrée à la recherche réalisée par le Cresge.

Dans la presse, ces récits se veulent « exemplaires ». Ils mobilisent deux schèmes explicatifs. Un premier, à la fois génétique et temporel (« *post hoc propter hoc* ») : ce qui vient avant explique (ou est la cause) de ce qui vient après. Un second cherche à dégager une essence qui devient le principe explicatif de ce qui fait la cohérence d'une vie : « la galère », le cumul des handicaps... On note ici des différences, notamment dans le vocabulaire, liées aux options idéologiques des différents titres : vocabulaire de l'exploitation dans l'Humanité par exemple. Le sigle « Sdf », avec les effets de naturalisation qu'il produit, se retrouve quant à lui beaucoup plus fréquemment dans la presse régionale.

Cette « narrativisation » de la pauvreté à travers le portrait des pauvres a une certaine logique. Elle fait apparaître la pauvreté comme un destin subi, une non-maîtrise de leur vie par des individus présentés comme des victimes. Une vision axiologique est ainsi portée par les discours. Le portrait est construit de l'extérieur. En même temps qu'une description qui vise à produire un savoir, il suscite une attitude de bienveillance puis de compassion envers les pauvres. « *Ainsi les pauvres sont-ils doublement dépossédés d'eux-mêmes, par la pauvreté elle-même et par le discours que l'on tient sur eux, les « savoirs » dont ils sont l'objet. Cet interventionnisme normatif n'est pas détachable d'une posture misérabiliste dont il est souvent l'exact pendant. L'approche normative est sœur de l'apitoiement* ».

Désignations des pauvres

L'étude du vocabulaire utilisé fait apparaître une sorte de « désémantisation » des mots. On note à la fois une grande diversité du vocabulaire et tout un « nuancier lexical » dont la logique est pour l'essentiel de procéder à une euphémisation tout en étant porteuse de connotations discrètement normatives.

Par exemple l'utilisation du sigle « Sdf », dont il faut noter le caractère impénétrable et compact, est le plus souvent associé à des connotations en termes de criminalité. Par contre, l'usage du terme « sans abri », va davantage apparaître dans un contexte de compassion pour les victimes de la pauvreté. Les termes « sans logis », « sans domicile », vont, quant à eux, être mobilisés dans des contextes argumentatifs, au sein d'un débat sur les causes de l'errance ou l'efficacité des politiques de logement. Ainsi, une même réalité est portée à l'existence, suscite des interprétations tout à fait différentes, et ne construit pas les mêmes objets. Pour une même dénotation, il existe des registres de connotations extrêmement différents.

Les dénominations utilisées : « les pauvres, les plus démunis, les plus défavorisés, les nécessiteux, les plus en difficulté », atténuent la réalité désignée. On dit beaucoup plus fréquemment « les plus... » que « les moins... »¹⁰.

De manière très significative, on voit en 2000 un nouveau vocabulaire de désignation absent en 1998. Ainsi les expressions « les oubliés de la croissance ou de

¹⁰ Apparaissent quelquefois : les moins chanceux (N.B. pas les plus malchanceux), les moins fortunés, les moins favorisés ou les moins aptes. Mais ces occurrences sont beaucoup plus rares.

l'abondance, les salariés pauvres », sont des termes nouveaux et qui font système. Le régime de connotation change ici. On est moins dans le registre de l'apitoiement et davantage dans celui du retour de l'activité économique et de la nécessité « de ne laisser personne au bord du chemin », autre expression fétiche. En 2000, la question de la pauvreté est systématiquement évoquée en lien avec le thème du retour de la croissance ¹¹.

À l'inverse, il est remarquable que le thème de la pauvreté soit exceptionnellement lié au thème de l'inégalité, comme s'il s'agissait de deux référentiels qui s'excluaient l'un l'autre ¹². Quand on parle d'exclus ou de démunis, on ne précise jamais de quoi les personnes sont exclues ou démunies.

Dans cette transformation de la façon de parler de la pauvreté entre 1998 et 2000, on retrouve les mêmes thèmes que ceux que les chercheurs du Cresge ont notés dans leur analyse des représentations de la pauvreté dans la sphère politico-administrative ¹³. On y retrouve l'incertitude devant une réalité difficile à percevoir et à mettre en forme et qui ouvre « *un espace d'alternatives possibles* ». Entre 1998 et 2000, Yves Lochard parle de la construction d'une « *nouvelle mise en intrigue* » en empruntant l'expression de Paul Ricœur. Mais il souligne, comme le montre aussi l'analyse des représentations sociales, qu'un type de discours, ou qu'une forme d'intrigue, n'annule pas ce qui l'avait précédé. « *Elle lui succède seulement et pour une large part coexiste avec elle. Un nouvel horizon de discussion se met en place* ». On souligne ici la sensibilité, déjà notée dans le champ des représentations, des discours sur la pauvreté à la conjoncture dans laquelle ils prennent place. La remarque ne serait que triviale si, au-delà des façons de parler, ce qui est en jeu c'est bien l'objet même, et donc les attitudes qu'il entraîne, voir les politiques et les mesures qu'il sollicite, qui, du coup, se trouvent construites différemment. Littéralement, par-delà la coexistence de ses différentes figures, ce n'est pas la même pauvreté.

■ Les intervenants de l'action sociale

Les travailleurs sociaux

Les professionnels de l'action sociale sont très peu présents dans le corpus rassemblé, ce qui constitue déjà une remarque significative. Qui plus est, les travailleurs sociaux, quand ils sont cités, sont associés à des « contextes négatifs ». Les travailleurs sociaux occupent donc une place très désavantageuse dans le discours de la presse ¹⁴. Tout d'abord ils n'apparaissent jamais dans les genres nobles : portrait, interview, tribune. Ils sont évoqués comme une masse anonyme de professionnels « *peu formés* » pour

¹¹ Même si le terme de « croissance » est bien entendu déjà utilisé en 1998 le croisement systématique entre pauvreté et croissance est bien un fait de discours de l'année 2000.

¹² Ce n'est pas, bien sûr, la presse elle-même qui produit cette disjonction. Elle ne fait que reprendre une distinction déjà produite au sein des politiques publiques et sur laquelle elle se calque. Le fait que la discussion sur les inégalités et la discussion sur l'exclusion sont construites comme deux registres séparés constitue un fait politique dont on ressent ici à quel point il est solidement installé, quelle que soit la discussion plus large qu'entraîne par ailleurs ce constat.

¹³ Rappelons que leur approche n'inclut pas une dimension temporelle. Leurs matériaux sont recueillis en 2000-2001.

¹⁴ Comme aussi dans d'autres types de discours, par exemple leur rôle par rapport à l'insertion dans le discours des politiques sociales (voir, sur ce point, quelques remarques dans le rapport du Cresge).

s'occuper des pauvres. Ils sont aussi décrits comme « *faiblement motivés* »¹⁵ et souvent soupçonnés de pratiques stigmatisantes. Par rapport à cette image négative, les vrais héros de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sont les militants associatifs.

Les militants associatifs

Les cadres des associations actives dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion occupent une place prédominante dans les articles de presse. Ici aussi le genre du portrait va être un vecteur privilégié de communication.

En 1998, le remplacement de Geneviève Anthonioz De Gaulle à la présidence du mouvement Atd donne lieu à la publication d'une douzaine d'articles, dont beaucoup, essentiellement dans la presse nationale, commentent l'émission qui lui a été consacrée sur la chaîne de télévision Arte. Le portrait qui s'en dégage est celui d'un destin exemplaire, mais ici, à l'opposé de celui des pauvres, un destin qui est l'expression d'un engagement choisi, d'une volonté forte, d'un choix assumé et déterminé, bref d'un destin exceptionnel et exemplaire d'une vie consacrée à la cause des plus pauvres.

Cette structure de récit est celle qui est reprise, notamment dans la presse régionale, quand il s'agit de présenter l'action de tel ou tel responsable associatif local, souvent à l'occasion des événements dont on a rendu compte plus haut (ouverture des restaus du cœur, journée de lutte contre la misère etc.), ou lors d'un événement dramatique comme la mort d'une personne dans la rue quand il fait froid et que la presse en appelle au témoignage de ceux qui agissent contre la pauvreté.

Les notions de combat, d'engagement, associées à la noblesse et à la discrétion, tant de la cause ou de l'action menée que de la personne elle-même, constituent la trame de ces récits de vie et leur confèrent une connotation assez nettement hagiographique.

Dans ces récits croisés, s'opposent séparément deux parcours. D'un côté c'est la sinuosité parfois trouble et troublante du parcours des pauvres, lesquels n'échappent pas aux récits sordides de la rubrique des faits divers. De l'autre, la rectitude du parcours militant dévoué à la cause qu'il a choisie non sans abnégation. Se forme alors un jugement implicite de type évaluatif et normatif. Il n'existe jamais d'énoncé négatif assumé comme tel à propos des pauvres sauf, peut-être ceux qui sont attribués aux travailleurs sociaux. Mais, encore une fois, personne ne les assume comme tels dans une énonciation identifiée¹⁶. Ces énoncés pourtant circulent dans les discours, dont ils font partie intégrante.

On voit ici se profiler une subtile stratégie discursive où c'est, dans l'opposition de deux séries de récits parallèles – la vie trouble des pauvres versus la vie rectiligne et transparente des militants dévoués – que passent des contenus normatifs dont l'illégitimité leur interdit d'apparaître comme des positions assumées positivement.

¹⁵ Expressions extraites de plusieurs citations d'articles. Notons aussi ici que la presse ne fait que reprendre un discours ambiant sur le travail social qui a cours aussi bien dans une grande partie du discours savant que dans le monde politique et de l'administration.

¹⁶ C'est le même mécanisme d'imputation à un autre anonyme qui fonctionne dans le registre des représentations sociales sur la pauvreté et l'exclusion. Personne ne dit que les pauvres sont des fainéants et pourtant l'énoncé est omniprésent dans les discours comme dans les représentations, où il est commenté, édulcoré, réfuté etc. Mais aucune position d'énonciation (légitime) ne l'énonce comme tel.

Le genre va culminer dans le récit qui va combiner un début de parcours subi dans la pauvreté et l'exclusion et qui va se poursuivre dans un parcours exemplaire de militant. Entre ces deux segments d'une même vie va s'intercaler un moment, souvent incarné dans une rencontre, qui apparaît comme une véritable conversion, voire une rédemption.

Si dans le contexte de l'État social, c'est d'abord la logique du droit et celle de la dignité qui accompagnent le droit qui dominent la production du discours sur la pauvreté, la perspective morale ressurgit discrètement dans le jeu des récits opposés qui font sens. Si la distinction entre bons et mauvais pauvres est abolie, elle revient à travers le parallèle qui s'installe dans les portraits et les récits croisés des bienfaiteurs et de leurs protégés. On l'a vu, la tonalité d'ensemble des discours de la presse s'organise autour de la dénonciation du scandale de la misère et de la compassion fraternelle vis-à-vis des pauvres, victimes ou oubliés. Dans ces discours « *on blâme moins qu'on ne loue* ». Mais la perspective évaluative et normative demeure néanmoins présente. Une normativisation discrète s'installe entre la vie exemplaire des héros ou des saints, et la fragilité morale, parfois condamnable, des petits. Entre le récit de vie transparent de ceux qui sont la cause de leurs actes, et les récits fragmentés de ceux qui sont placés dans des circonstances qui ne leur doivent rien et où le hasard, le fortuit, l'insolite, et donc, l'inquiétant, tiennent une place de premier plan.

Le rôle de la presse dans la production et la diffusion des représentations de la pauvreté

Les informations sur la pauvreté et leur mise en discours par la presse contribuent ainsi à produire une certaine représentation de la pauvreté. On envisagera trois aspects dans cette troisième partie. D'abord l'influence de ces discours et leur convergence avec les représentations qui circulent dans le monde de l'action sociale. Ensuite la pauvreté comme « genre journalistique » et enfin ce que nous apprend la manière dont la presse classe elle-même les informations et les messages qu'elle entend ainsi diffuser à propos de la pauvreté.

■ Les mots de l'action sociale

Quand on passe de l'analyse du discours proprement dite à la formation des représentations, on retrouve une caractéristique déjà mise en évidence par la recherche du Cresge sur les représentations de la pauvreté et de l'exclusion dans la sphère politico-administrative. À savoir, d'un côté, un système sémantique qui oscille entre un certain unanimité et l'expression de tensions fortes au sein des discours eux-mêmes, et, d'un autre côté un ensemble d'oppositions binaires qui organisent et structurent les énoncés et les représentations.

Les mots deviennent ainsi de véritables enjeux entre une ancienne et une nouvelle approche du traitement social et politique de la pauvreté. Cette accentuation du

débat entre forme ancienne et forme nouvelle est largement fictive et participe à la mise en intrigue de la pauvreté comme problème social. Elle est fictive dans la mesure où les oppositions qu'elle met en scène sont en fait des oppositions multiséculaires, mais qui se présentent avec des perceptions et des vocabulaires nouveaux d'où l'importance des luttes qui s'installent pour imposer les mots justes.

Ainsi, et on rejoint ici complètement l'analyse des représentations sociales, un vocabulaire de l'assistance et de la charité, complètement dévalorisé, se trouve contesté par une « *nouvelle doxa* », où le terme, nouveau d'insertion et celui, beaucoup plus ancien, d'accompagnement vont tenter de s'imposer pour représenter une nouvelle manière de penser et d'agir dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Et ils s'imposent plus par la critique des termes qu'ils cherchent à démonétiser, que par l'exposé du contenu nouveau dont ils sont censés être porteurs. Cette victoire sans combat, puisqu'elle est de fait gagnée d'avance et ne vaut que par la conviction qu'elle cherche à entraîner, va se décliner autour d'une série d'oppositions.

D'abord l'opposition principale entre assister et autonomiser. C'est-à-dire, le couple le plus ancien qui existe au sein de l'action sociale telle que la promeut l'État social. Les travaux des historiens montrent qu'elle a toujours été présente dans l'attitude de la société envers les pauvres à toutes les époques, bien entendu sous des formulations qui ont varié. Cette opposition est massive et omniprésente.

Cette opposition première va ensuite se détailler en de multiples déclinaisons qui vont opposer l'assistanat, figure encore plus dégradée et dégradante de l'assistance, tantôt avec l'intégration économique, tantôt avec l'humanisation de la relation (versus sa bureaucratisation)¹⁷.

Dans ce contexte, les secours vont systématiquement être dévalorisés comme stratégie de lutte contre la pauvreté. Un discours savant, surtout dans la période qui couvre la fin de l'année 2000, va opposer à la logique des secours publics les risques de la « désincitation » la logique de « dépendance », ou, pire encore, les « trappes à pauvreté » mécanismes mystérieux parés des prestiges du discours savant et qui serviraient à piéger les pauvres malgré eux.

Là aussi, des mécanismes subtils de discours croisés vont permettre la production d'énonciations normatives sous le couvert d'énoncés cognitifs. Ainsi, là où le discours savant dit « désincitation », le discours trivial, pense, dit mais, encore une fois, personne ne le dit en le revendiquant ou suggère « paresse ». Cette dialectique qui consiste à « relier des sphères d'énonciation » va se retrouver dans les paroles des pauvres eux-mêmes qui vont se démarquer de ces propos stigmatisants. « *On dit que (noter la forme impersonnelle) je suis un fainéant, un paresseux, mais ce n'est pas vrai... je ne suis pas...* ». Il est tout à fait remarquable que les occurrences des termes comme « fainéants » ou « paresseux » se retrouvent presque exclusivement dans les propos des

¹⁷ On souligne encore une fois la convergence totale de cette analyse avec celle du Cresge alors qu'elles ont toutes les deux été conduites avec des matériaux, des méthodes et des auteurs différents.

personnes désignées comme « pauvres » ou « exclues », qui sont placées dans l'obligation de s'en démarquer. Curieuse construction sémantique où personne ne dit que les pauvres sont des paresseux, et même où tout le monde dit plutôt le contraire, mais où ceux qui sont l'objet de ces discours bienveillants et compatissants se sentent dans l'obligation de se défendre d'une interprétation de leur situation qu'ils ressentent cependant comme extrêmement dévalorisante.

Un « modèle binaire » va ainsi s'installer qui va opposer deux stratégies : suivre est mieux qu'assister, et accompagner est mieux qu'aider. Le florilège des citations est ici extrêmement imposant. Le suivi est connoté d'une attitude de bienveillance qui emprunte beaucoup au modèle médical. L'utilisation du préfixe réapparaît systématiquement pour qualifier les gestes professionnels concernés : réanimer, redevenir, réapproprier, réapprendre, réinsérer, réadapter. Ce dernier terme plus rare car attaché à des systèmes de représentations plus anciens.

Dans le modèle de l'accompagnement c'est le préfixe co – qui est le plus présent : faire avec l'utilisateur, coproduire la relation... On touche ici aux nouvelles technologies de l'action sociale, au premier rang desquelles, le contrat. Le terme d'accompagnement tend à s'imposer comme mot du langage institutionnel. « *Il euphémise tous les termes du champ de l'assistance. L'aide a mauvaise presse, elle est mal assumée. On lui préfère tout un vocabulaire qui « implique » le bénéficiaire de cette aide, en fait un partenaire des actions qui vont permettre son salut* ».

La rhétorique d'énonciation met en scène un « nouveau » modèle d'action pour lutter contre la pauvreté. Si l'opposition réelle des stratégies est ici visible, sa visibilité tient surtout à la critique du modèle assistantiel porté par la logique des politiques de l'État social. Les termes du débat ne sont cependant que la reprise d'une très antique opposition que Bronislaw Geremek, dans ses travaux sur le Moyen Âge, notait déjà comme celle de l'alternance entre « la potence et la pitié ». L'histoire moderne du social l'a convertie sous la forme d'une alternative entre la vision solidariste de la dette sociale et la vision libérale de la dette des individus envers la société qui s'exprime dans une logique de contrepartie.

■ Pauvreté et genres journalistiques

La parole des pauvres est une parole médiée. Sur cinquante articles fondés sur une interview, aucun n'est une interview de pauvre. « *Les pauvres sont absents comme sujets de discours* ».

L'autre entrée privilégiée est celle de l'enquête, mode constant de la connaissance des pauvres depuis le début du XIX^e siècle. Cette « énonciation assujettie » introduit un débat sans suite, car déjà clos : « *On ne répond pas aux récits du malheur. Ils ne suscitent pas, et n'ont pas vocation à susciter des polémiques et, comme les vérités qui blessent, tombent dans un silence gêné. (...) Les pauvres sont du côté de l'émotion* ».

La dominante discursive est, comme on l'a vu, une dominante narrative. Elle est du côté du « montrer ». Les grands mots comme la dignité, la solidarité, l'exclusion, les

droits de l'homme, s'énoncent d'un point de vue universel seul autorisé à les employer. Les associations en sont le principal énonciateur que la presse relaie volontiers mais sans spontanéité. Elle y ajoute la dramatisation nécessaire au statut de ce qui relève de l'information légitime, celle qui est censée intéresser le lecteur.

■ Regards

La manière dont la presse classe et présente ses informations est une indication importante sur le statut qu'elle accorde aux faits et aux événements, et, comme on l'a vu, sur la manière dont elle les fait accéder à la dignité et à la légitimité de ce qui doit être su et commenté. Ce « rubricage » impose des conventions implicites quant à la nature des interprétations et des lectures. On a déjà noté la diversité des genres journalistiques sous lesquels apparaissent les thématiques de la pauvreté et de l'exclusion. Le fait divers n'induit pas les mêmes postures interprétatives que la rubrique « faits de société » ou « économie ».

L'opposition entre un traitement de l'information dans la rubrique « faits de société », s'oppose à son apparition dans les pages « info services » des journaux. Dans le premier cas, surtout représenté dans les quotidiens nationaux, on trouve des articles de commentaires, plus longs, et s'appuyant sur des enquêtes, des autorités scientifiques, qui construisent un regard savant. À cette approche généraliste, axée sur la délivrance de connaissances, va se greffer une approche plus ethnographique, centrée sur le commentaire de « petits faits », ou la présentation de portraits (voir ci-dessus). Dans le second cas, essentiellement présent dans la presse régionale dont *Le Parisien*, ce sont des informations courtes destinées à rendre service aux personnes en difficulté : informations sur les services disponibles où elles peuvent s'adresser, informations pratiques, vulgarisation des textes et des mesures officiels notamment. Ainsi, en plus de son rôle d'information envers le public, la presse met aussi en œuvre une démarche pragmatique qui se veut directement utile pour les personnes concernées par la pauvreté et l'exclusion, aussi bien les professionnels et les bénévoles des associations que les personnes pauvres elles-mêmes.

Conclusion

Si la pauvreté reste un sujet incontournable pour la presse écrite, l'intérêt qui lui est témoigné est pour le moins intermittent, comme le montre la grande variation à la fois du nombre des articles et des sujets abordés, ainsi que la diversité des traitements qui lui sont accordés.

La presse produit néanmoins une certaine lecture de la pauvreté : le récit, la narration sont les genres discursifs les plus utilisés, et les attitudes normatives qui dominent sont surtout marquées par un sentiment de compassion envers les pauvres.

Il faut souligner la grande dépendance du thème de la pauvreté par rapport à la conjoncture économique du moment. Ainsi, au dernier trimestre de l'année 2000, époque

de reprise économique, la pauvreté est mise en perspective par rapport aux problèmes de l'emploi et de la croissance, perspective quasiment absente dans les articles de la fin de l'année 1998. Cette sensibilité à la conjoncture montre à quel point la pauvreté et l'exclusion demeurent des sujets empreints d'une grande incertitude et à propos desquels se forment des opinions et des prises de positions extrêmement contrastées. Sous l'apparent consensus de la commisération, se jouent donc des évaluations normatives qui témoignent de perceptions et de prises de positions opposées. Le cognitif et le normatif entretiennent des rapports subtils qui transparaissent dans des polémiques et des controverses, certes discrètes, mais tout à fait fondamentales quant au sens de ce que représente la pauvreté dans la société et des mesures politiques qu'il convient de prendre pour la contenir.

Dans ces débats, la presse joue un rôle important pour construire l'objet pauvreté. Elle n'est cependant pas la seule à tenir ce rôle, bien que sa contribution à la formation de l'opinion ne soit en rien négligeable. D'autant qu'elle constitue en même temps un indicateur précieux des tendances et des évolutions, ainsi que des débats sociaux et politiques qui traversent les enjeux contemporains sur la pauvreté et l'exclusion.

En définitive, la figure du pauvre qui se construit est quand même davantage celle d'un être amoindri que celle d'un *alter ego*.